



Montréal, le 09 février 2026

Monsieur Éric Girard, ministre des Finances du Québec  
Ministère des Finances  
12, rue Saint-Louis  
Québec (Québec) G1R 5L3  
Courriel : [ministre@finances.gouv.qc.ca](mailto:ministre@finances.gouv.qc.ca)

**Objet : Endossement du mémoire prébudgétaire 2026-2027 présenté par l'AQOCI**

Monsieur le Ministre,

À titre de membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), **Alternatives** souhaite appuyer formellement le [mémoire prébudgétaire 2026-2027](#) déposé par l'AQOCI dans le cadre des consultations du ministère des Finances du Québec.

Depuis **1994**, notre organisme œuvre dans le champ de la **solidarité internationale et de l'éducation à la citoyenneté mondiale**, en partenariat avec des organisations de la société civile au Québec et à l'international. Ses interventions visent à renforcer les capacités locales, à promouvoir la justice sociale et à favoriser l'engagement citoyen, en particulier auprès des jeunes et des femmes.

Par ses actions, l'organisme contribue de manière significative au **rayonnement international du Québec**, en valorisant son expertise, son leadership et ses valeurs en matière de solidarité, de coopération et de développement durable. Les initiatives mises en œuvre génèrent par ailleurs des **retombées économiques et sociales tangibles**, tant pour les communautés partenaires que pour le Québec, notamment par le développement de compétences, la création de réseaux de collaboration durables et le transfert de savoirs.

Dans une perspective de développement à long terme, l'organisme s'inscrit dans une approche fondée sur la réciprocité, la participation et le respect des contextes locaux. Cette contribution constante, depuis plus de trente ans, positionne le Québec comme un acteur crédible et engagé sur la scène internationale, tout en renforçant les capacités et l'expertise de ses propres organisations et de ses citoyen-ne-s.

Nous approuvons pleinement les **recommandations** présentées par l'AQOCI :

1. Dans le cadre du budget de mars 2026, il est recommandé que le gouvernement du Québec **s'engage à maintenir, voire renforcer, le financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie**, en reconnaissant la coopération internationale comme un investissement à fort rendement économique, un outil de défense des intérêts du Québec et un levier de stabilité et de résilience.

2. **Assurer la pérennité du financement actuel du programme Québec sans frontières** dans le budget de mars 2026, en reconnaissant son rôle structurant en coopération internationale, en aide humanitaire et en éducation à la citoyenneté mondiale, ainsi que sa contribution au maintien d'une expertise qualifiée dans les régions du Québec et à la formation d'une relève internationalisée.

### **Un investissement à rendement multiple**

Comme le démontre l'étude de Raymond Chabot Grant Thornton (2022)<sup>1</sup>, **chaque dollar investi par le MRIF génère près de 15 \$ de retombées économiques**. Pour notre organisation, cet investissement public génère des retombées concrètes et mesurables au Québec. Il permet d'abord le maintien de deux emplois qualifiés et spécialisés dans la région de Montréal, contribuant ainsi à la stabilité de l'expertise locale en matière de coopération et de solidarité internationale. Il soutient également la formation et l'accompagnement de plusieurs centaines de jeunes volontaires chaque année, leur permettant de développer des compétences clés interculturelles, organisationnelles, analytiques et citoyennes qui renforcent directement leur employabilité et leur engagement dans la société québécoise.

Par ailleurs, cet appui favorise le développement et la consolidation de partenariats structurants avec une dizaine d'universités québécoises, renforçant les liens entre le milieu académique, la société civile et les acteurs de la coopération internationale. Ces collaborations contribuent à l'innovation sociale, à la production de savoirs et au rayonnement de l'expertise québécoise à l'international.

Enfin, cet investissement permet d'assurer un soutien cohérent, durable et responsable à nos partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Haïti, dont les actions sont détaillées ci-dessous. Ces partenariats internationaux renforcent l'impact des projets sur le terrain tout en consolidant le rôle du Québec en tant qu'acteur engagé et crédible en matière de solidarité internationale.

### **Des impacts directs dans nos communautés**

Au-delà des chiffres, notre travail en coopération internationale génère des impacts concrets :

- **Au Québec** : Les activités de sensibilisation et d'éducation à la solidarité internationale menées par Alternatives génèrent des retombées économiques structurantes, tant à court qu'à moyen terme.
- D'une part, les programmes de stages internationaux et les activités connexes (formations pré-départ, suivis post-stages, conférences, projections, expositions, concours, publications) mobilisent des ressources humaines et professionnelles québécoises (formateurs, conférenciers, artistes, graphistes, techniciens, éditeurs, diffuseurs), soutenant ainsi l'économie culturelle, éducative et événementielle locale. Ces activités favorisent également le développement de compétences transférables chez les jeunes de 18 à 30 ans (plus de 1 900 jeunes formés.es), notamment en communication, en organisation d'événements et en analyse internationale, ce qui renforce leur employabilité sur le marché du travail québécois.
- D'autre part, les conférences publiques et les échanges avec des acteurs de la société civile du Maghreb et du Machrek stimulent l'économie du savoir, en renforçant l'expertise

---

<sup>1</sup> Raymond Chabot Grant Thornton. 2022. « Étude sur les retombées économiques de la solidarité internationale au Québec ». En ligne : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/relations-internationales/publications-adm/autres-publications/RA-rapport-etude-economique-solidarite-internationale.pdf>.



québécoise sur les enjeux internationaux, la paix, la démocratie et les droits humains. Cette expertise contribue à une opinion publique informée et favorable aux initiatives de coopération, condition essentielle au maintien et au développement des investissements publics et privés du Québec en solidarité internationale.

- Enfin, la production et la diffusion du Journal des alternatives et de publications spéciales, en partenariat avec des médias québécois, soutiennent l'industrie médiatique indépendante, la création de contenu et la diffusion de savoirs critiques. Elles assurent une visibilité accrue aux organismes québécois de coopération internationale, renforçant leur capacité à attirer des financements, des partenariats et des talents.
- Dans leur ensemble, ces activités contribuent à structurer un écosystème québécois de la solidarité internationale, générateur d'emplois, de compétences, de contenus culturels et de retombées économiques durables, tout en consolidant le rayonnement et l'engagement du Québec sur la scène internationale.
  
- **À l'international** : Le projet déploie une approche intégrée combinant l'accès à l'énergie, des services essentiels et l'autonomisation économique des femmes, générant des retombées économiques durables en Amérique centrale, en Haïti et en République démocratique du Congo.
- Au Guatemala, un système d'énergie hybride de 100 kW (hydraulique–photovoltaïque) fournit une électricité fiable à 8 communautés, soit 450 foyers (2 500 personnes). Cet accès stable à l'énergie réduit les coûts, soutient les activités productives locales et stimule l'économie communautaire.
- En Honduras, les actions du CAIME et de la FOTSSIEH ont permis d'offrir 338 consultations médicales, 234 consultations psychologiques, 15 services juridiques et 162 consultations en télé-médecine, tout en formant plus de 300 personnes. L'amélioration de la santé, des compétences et du leadership des femmes renforce directement leur participation à l'économie informelle et la pérennité de leurs revenus.
- En Haïti, dans les zones rurales, 150 femmes ont été accompagnées dans le développement d'activités agricoles génératrices de revenus (jardins maraîchers) et formées à la communication numérique, ce qui a favorisé la diversification économique et la sécurité alimentaire.
- Globalement, le projet démontre qu'un investissement ciblé dans l'énergie et l'autonomisation des femmes produit un effet de levier économique élevé, au bénéfice direct de plus de 3 000 personnes, tout en renforçant la résilience et le développement local à long terme.
- En RDC, la distribution de soutien alimentaire d'urgence à environ 200 femmes et filles déplacées a permis de réduire les dépenses contraintes des ménages, libérant des ressources financières limitées pour d'autres besoins essentiels (logement temporaire, soins de santé, transport). Cette stabilisation minimale contribue à prévenir le recours à des stratégies de survie négatives à coût élevé, tant économique que social.

### Une infrastructure unique à préserver

L'AQOCI et ses 73 organismes membres constituent une infrastructure unique et éprouvée au service du rayonnement international du Québec. Nos expertises, nos réseaux et notre connaissance approfondie des contextes locaux représentent un actif stratégique qu'il serait coûteux de reconstruire s'il était compromis.

Dans un monde en transformation rapide, marqué par l'instabilité géopolitique, les crises climatiques et la fragmentation économique, le maintien de l'engagement international du Québec n'est pas une dépense, mais un **investissement stratégique dans la construction d'un avenir commun plus stable, inclusif et durable**.

Nous vous invitons donc, Monsieur le Ministre, à donner suite favorablement aux trois recommandations formulées par l'AQOCI dans son mémoire prébudgétaire 2026-2027.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire.  
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.



**Yasmina Moudda**  
**Directrice générale**  
**Alternatives,**  
**514-982-6606 # 2242**  
[ymoudda@alternatives.ca](mailto:ymoudda@alternatives.ca)

**CC :** Monsieur Christopher Skeete, ministre des Relations internationales et de la Francophonie  
Madame Michèle Asselin, directrice générale de l'AQOCI